

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 22/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAGRAM

14 RUE DE LA PRAIRIE
BP98
88190 Golbey

Références : S-25-825RP

Code AIOT : 0006208885

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2025 dans l'établissement SAGRAM implanté RUE ADJUDANT JACQUOT 88150 IGNEY. L'inspection a été annoncée le 04/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection, objet du présent rapport, a été réalisée dans le cadre des visites périodiques des carrières.

La précédente visite datait du 15 juin 2021.

Le référentiel réglementaire utilisé pour le contrôle est l'arrêté préfectoral n° 1670/2011 du 19 juillet 2011, autorisant la société GSM à exploiter une carrière à IGNEY.

NB : En décembre 2020, la société GSM a cédé cette carrière à la société SAGRAM (Arrêté préfectoral n° 11/2021/ENV du 03 février 2021 portant changement d'exploitant).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAGRAM
- RUE ADJUDANT JACQUOT 88150 IGNEY
- Code AIOT : 0006208885
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière d'Igney a été autorisée en 2011 pour une durée de 15 ans (incluant la remise en état). Elle est actuellement exploitée par la société SAGRAM depuis 2021.

Le tonnage total autorisé est de 250 000 tonnes (sur 15 ans).

Le tonnage autorisé annuel est de 50 000 tonnes.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 19/07/2011, article 5.5.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Production	Arrêté Préfectoral du 19/07/2011, article 2	Sans objet
2	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 19/07/2011, article 5.3.2	Sans objet
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/07/2011, article 5.4.1	Sans objet
5	Poussières dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 19/07/2011, article 5.5.4	Sans objet
6	Déchets	Arrêté Préfectoral du 19/07/2011, article 5.5.6	Sans objet
7	Transfert des matériaux et Transport	Arrêté Préfectoral du 19/07/2011, article 5.7	Sans objet
8	Suivi piézométrique	Arrêté Préfectoral du 19/07/2011, article 7.1.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la dernière visite d'inspection (15 juin 2021), l'installation de traitement de la société GSM qui exploitait ce site, a été démantelée.

La carrière est utilisée temporairement pour extraire des matériaux de qualité. Le jour de l'inspection la carrière était à l'arrêt et aucun engin n'était présent sur le site.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral sont respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2011, article 2
Thème(s) : Autre, Avancement des travaux
Prescription contrôlée : La production annuelle est fixée à 50 000 tonnes au maximum.
Constats : Les extractions en 2021, 2022, 2023, 2024 ont été respectivement de : <ul style="list-style-type: none">• 6 040 tonnes ;• 12 280 tonnes ;• 39 698 tonnes ;• 5 904 tonnes. (d'après les déclarations de l'exploitant sur GEREP)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2011, article 5.3.2
Thème(s) : Autre, Bord des excavations
Prescription contrôlée : Les bords des excavations de la carrière seront tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre, sur lequel porte l'autorisation [...]
Constats : Vu sur site, les limites des excavations sont en correspondance avec le plan d'exploitation, à savoir : respect de l'éloignement par rapport aux limites du périmètre d'autorisation de la carrière d'au moins 10 m (largeur des banquettes sur lesquelles les véhicules de chantier peuvent circuler).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2011, article 5.4.1
Thème(s) : Autre, Plan
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adapté (1/2 000ème) à la superficie de la carrière sera établi. Sur ce plan seront reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter, ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• les bords des fouilles [...]. Ce plan sera mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Pour 2025, l'exploitant a fourni un plan d'exploitation au 1/1 500°. Sur ce plan sont représentés principalement : <ul style="list-style-type: none">• le périmètre d'exploitation ;• la zone d'extraction qui se fait dans un plan d'eau où l'exploitant prend les matériaux avec une dragline ;• la zone où sont essorés les matériaux extraits. L'exploitant précise que l'extraction sur ce site, a lieu principalement en période estivale quand il n'y a pas d'eau dans le canal. (Il n'y a donc pas d'extraction en continu).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2011, article 5.5.2
Thème(s) : Produits chimiques, Rétentions
Prescription contrôlée : Les livraisons en combustible, le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier seront réalisés sur une aire bétonnée étanche munie d'une capacité de rétention d'un volume au moins égal au volume de la citerne de livraison et d'un séparateur d'hydrocarbures à obturation automatique. Les dispositifs de livraison (pistolets) seront équipés d'un système de protection au débordement. [...]
Constats : Sur le site, il n'y a pas de stockage d'hydrocarbures, ni d'huiles. La livraison en combustible se fait par camion citerne, avec pistolet anti-retour. Les engins sont ramenés sur l'autre site SAGRAM de Thaon-les-Vosges, si besoin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit prévoir un dispositif permettant le ravitaillement des engins de telle sorte que les éventuelles fuites ou égouttures soient maîtrisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Poussières dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2011, article 5.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant prendra toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Par temps sec, le chemin d'accès au site et les pistes seront arrosés à l'aide de tout moyen adapté. La procédure de nettoyage de la rue de l'Adjudant Jacquot reste d'actualité.
Constats : Pour empêcher l'envol de poussières, un chargeur rempli d'eau est utilisé pour humidifier le sol, si besoin. L'exploitant indique que l'eau est alors prise dans la nappe qui est facilement atteignable (à 2 mètres de profondeur environ).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2011, article 5.5.6
Thème(s) : Risques accidentels, Traitement des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.[...] L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. [...]
Constats : L'exploitant indique que le site ne génère pas de déchets, car l'entretien des engins ne se fait pas sur ce site. Si exceptionnellement, il y en avait, les déchets seraient ramenés sur le site de traitement SAGRAM de Chavelot.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Transfert des matériaux et Transport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2011, article 5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Transfert des matériaux et Transport
Prescription contrôlée : Les véhicules de desserte des matériaux emprunteront la rue de l'Adjudant Jacquot puis, à droite avant le pont SNCF, le chemin vicinal longeant la voie ferrée et rejoindra la RD 157 après franchissement de cette voie.
Constats : Le transfert des matériaux extraits s'effectue toujours via la prescription de l'article 5.7 de l'arrêté préfectoral précité. L'exploitant n'a pas d'autre choix.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suivi piézométrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2011, article 71.6
Thème(s) : Autre, suivi de deux piézomètres
Prescription contrôlée : Afin de suivre l'évolution de la qualité des eaux souterraines, deux piézomètres seront implantés à l'aval hydraulique de la zone à reconstituer dès le début du remblaiement. La position de chacun de ces piézomètres devra être retenue en accord avec l'inspection des installations classées.
Constats : Les piézomètres n'ont pas été mis en place, car le remblaiement n'a pas commencé (mais ne saurait tarder, selon l'exploitant). L'exploitant indique qu'il mettra 1 piézomètre en amont et deux à l'aval du site.
Type de suites proposées : Sans suite